

Evaluation socio-économique, contre-expertise et inventaire des projets d'investissements publics de l'enseignement supérieur et de la recherche

contre-expertise@pm.gouv.fr



Premier Ministre
Commissariat général à l'investissement

Sylviane GASTALDO, sylviane.gastaldo@pm.gouv.fr
Directrice du programme « Evaluation des investissements publics »

1. L'évaluation socio-économique des projets d'investissements publics

2. Bilan des premières contre-expertises réalisées

3. Ce que l'inventaire des projets annonce en matière de projets immobiliers de l'enseignement supérieur

Nul n'est censé ignorer la loi

- *Art 17, LPFP 31 décembre 2012 (n°2012-1558)*

Les projets d'investissements civils financés par l'Etat, ses établissements publics, les établissements publics de santé ou les structures de coopération sanitaire **font l'objet d'une évaluation socio-économique préalable**. Lorsque le montant total du projet et la part de financement apportée par ces personnes excèdent des seuils fixés par décret, cette évaluation est **soumise à une contre-expertise indépendante préalable**.

Le Gouvernement transmet au Parlement les évaluations et les contre-expertises mentionnées au premier alinéa.

Les conditions d'application du présent article sont prévues par décret.

Un décret d'application (2013-1211) a précisé les conditions d'application de cette ESE et les procédures d'inventaire et de contre-expertise

1. L'évaluation socio-économique des projets d'investissements publics

2. Bilan des premières contre-expertises réalisées

3. Ce que l'inventaire des projets annonce en matière de projets immobiliers de l'enseignement supérieur

Les premières contre-expertises ont été réalisées sur des dossiers qui ne comportaient aucune tentative d'ESE

Projet	Avis du CGI
Rénovation-réhabilitation de bâtiments universitaires d'Aix en Provence	Favorable sous réserves
Reconstruction de l'Ecole Centrale Paris (partie MOP) sur le plateau de Saclay	Favorable sous réserves
Reconstruction de l'ENS Cachan sur le plateau de Saclay	Favorable
Reconstruction d'AgroParisTech sur le plateau de Saclay	Favorable avec recommandations
Reconstruction de l'Institut Mines Telecom sur le plateau de Saclay	Favorable sous réserves
<i>Source européenne de spallation</i>	<i>Favorable</i>
Reconstruction de Paris 3 / pôle Nation	Favorable sous réserves
Construction du pôle Biologie Pharmacie Chimie sur le plateau de Saclay	Favorable sous réserves
Réhabilitation du campus LyonTech La Doua	Favorable avec recommandations
<i>Microcarb</i>	<i>Favorable sous réserve</i>
<u>A venir</u>	
Campus Hôpital Nord	

2 ateliers pour alerter le MENESR et les progrès espérés de la circulaire de l'été 2015

- Janvier 2015 : contre-experts et DGESIP pour élaborer le contenu souhaitable d'un dossier
- Janvier 2016 : avec France Stratégie, économistes et MENESR pour démontrer qu'il existe déjà des approches économiques (valeur d'une université et de ses impacts, rentabilité privée et collective de la formation...)
- Été 2015, refonte de la circulaire expertise : l'occasion d'introduire
 - ➔ l'option de référence,
 - ➔ le chiffrage des effectifs, surfaces et coûts,
 - ➔ la description des effets du projet par catégorie d'acteurs,
 - ➔ Le calcul de la somme actualisée des coûts du bâtiment sur 30 ans

Un seul dossier soumis au CGI depuis cette circulaire

Mieux mais pas suffisant

En particulier, élaboration d'une option de référence, et fourniture d'éléments de comparaison entre l'option de référence et l'option de projet en matière de :

- Effectifs des étudiants,
- Performance de la recherche
- Relations interdisciplinaires,
- Relations avec le monde socio-économique
- Interfaces hospitalo –Universitaires
- Efficience qualitative en matière d'enseignement
- Performance du bâtiment
- Conditions de travail / d'étude
- Déplacement entre sites

et même une première tentative de cartographie et chiffrage des risques

1. L'évaluation socio-économique des projets d'investissements publics

2. Bilan des premières contre-expertises réalisées

3. Ce que l'inventaire des projets annonce en matière de projets immobiliers de l'enseignement supérieur



Le dernier inventaire annuel des projets à l'étude en matière d'enseignement supérieur

- 32 projets immobiliers de plus de 20 M€
pour un montant total de près de 3 Mds €
- Avec reconstruction / rénovation, mais jamais de développement. Tout au plus quelques extensions de capacité...



Les demandes du CGI

Même si on espère un livre vert de l'ESE des projets d'investissements publics comme le recommande le rapport IGF,
même si la circulaire 'expertise' va être de nouveau un peu enrichie,

- Besoin pressant de références externes (France Stratégie, MENESR, autres) car aucun effet d'apprentissage ou de capitalisation : les porteurs de projet sont très divers et en absence de guide, aucun dr d'école ou pdt d'université ne consacrerà du temps à développer la méthode générale.
- Besoin d'établir une typologie des bénéficiaires habituels, méthodes de valorisation et valeurs tutélaires car pour le moment, VAN-SE se limite à :

– somme actualisée des coûts